



**PARLEMENT
DE LA RÉGION DE
BRUXELLES-CAPITALE**

—

**Compte rendu intégral
des interpellations et
des questions orales**

—

**Commission de l'aménagement
du territoire, de l'urbanisme
et de la politique foncière**

—

**RÉUNION DU
MERCREDI 16 JUILLET 2008**

—

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK
PARLEMENT**

—

**Integraal verslag
van de interpellaties en
mondelijke vragen**

—

**Commissie voor de ruimtelijke
ordening, de stedenbouw
en het grondbeleid**

—

**VERGADERING VAN
WOENSDAG 16 JULI 2008**

—

Le **Compte rendu intégral** contient le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions - *imprimées en italique* - sont publiées sous la responsabilité du service des comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

Het **Integraal verslag** bevat de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling - *cursief gedrukt* - verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

Tour & Taxis soulève la question de la circulation des camions aux alentours du site. Le réaménagement de l'avenue du Port et des environs sera également déterminant dans la réussite de ce schéma directeur. Tel était le sens de ma question.

M. le président.- La parole est à M. Picqué.

M. Charles Picqué, ministre-président.- La demande de permis du ministre Smet tient compte des options du schéma directeur. Cela ne devrait donner lieu à aucune contradiction.

- L'incident est clos.

INTERPELLATION DE M. ALAIN DAEMS

À M. CHARLES PICQUÉ, MINISTRE-PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉ DES POUVOIRS LOCAUX, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DES MONUMENTS ET SITES, DE LA RÉNOVATION URBAINE, DU LOGEMENT, DE LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT,

ET À MME FRANÇOISE DUPUIS, SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉE DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME,

concernant "les nouvelles orientations pour la mise en oeuvre du PPAS du Quartier Midi".

M. le président.- La parole est à M. Daems.

M. Alain Daems.- La lecture de votre communication conjointe avec l'ARAU (Atelier de recherche et d'action urbaines), j'ai souhaité avoir quelques éclaircissements. Ma question orale a été transformée par le Bureau élargi en interpellation adressée à deux ministres.

Je me réjouis de ce qu'une réorientation de la

aanleiding van het richtschema voor Thurn & Taxis komt ook het vrachtwagenverkeer in de omgeving weer ter sprake. De herinrichting van de Havenlaan en omgeving is van groot belang voor de slaagkansen van het richtplan.

De voorzitter.- De heer Picqué heeft het woord.

De heer Charles Picqué, minister (in het Frans).- *In de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning wordt rekening gehouden met de keuzes die in het richtschema zijn gemaakt. Wat dat betreft, is er dus geen probleem.*

- Het incident is gesloten.

INTERPELLATIE VAN DE HEER ALAIN DAEMS

TOT DE HEER CHARLES PICQUÉ, MINISTER-PRESIDENT VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET PLAATSELIJKE BESTUREN, RUIMTELIJKE ORDENING, MONUMENTEN EN LANDSCHAPPEN, STADSVERNIEUWING, HUISVESTING, OPENBARE NETHEID EN ONTWIKKELINGS-SAMENWERKING,

EN TOT MEVROUW FRANÇOISE DUPUIS, STAATSSECRETARIS VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST, BEVOEGD VOOR HUISVESTING EN STEDENBOUW,

betreffende "de nieuwe plannen voor de uitvoering van het BBP Zuidwijk".

De voorzitter.- De heer Daems heeft het woord.

De heer Alain Daems (in het Frans).- *U hebt samen met het Atelier de Recherche et d'Action Urbaines (ARAU) een verklaring afgelegd. Daarover wil ik u enkele vragen stellen.*

Ik ben blij dat u de werkmethode hebt bijgestuurd voor een deel van huizenblok A in het bijzonder bestemmingsplan Fonsny I. In plaats van te

méthode ait été décidée pour une partie de l'îlot A du PPAS (Plan particulier d'affectation du sol) Fonsny I. En effet, à la place d'une procédure d'expropriation-démolition-reconstruction, la possibilité de rénover existera pour un certain nombre d'immeubles, dont certains sont encore habités. Il semblerait que les propriétaires eux-mêmes pourront faire appel à certains mécanismes, notamment les primes à la rénovation, le Fonds du logement, etc.

Cette nouvelle orientation aurait été validée à la suite des conclusions d'une étude sur les possibilités juridiques et financières de la rénovation d'une série d'immeubles d'habitations situés entre les rues de Mérode, Claes, de Norvège et de Suède. L'étude en question conclut que "l'objectif de logement du PPAS peut être atteint en rénovant les bâtiments existants plutôt qu'en procédant à une démolition-reconstruction".

C'est une très bonne nouvelle du point de vue urbanistique et environnemental, vu les bilans comparant les deux solutions, par exemple du point de vue énergétique. Cela me semble également être une bonne nouvelle pour le quartier lui-même, puisque les choses vont pouvoir s'accélérer. Cette étude juridique et financière pourrait-elle servir à privilégier dans d'autres situations les opérations de rénovation sur les opérations de démolition-reconstruction ?

Pour bien comprendre la portée de cette décision, à la fois pour les acteurs, les outils et les habitants, je souhaiterais vous poser quelques questions.

Il est dit que "Le plan d'expropriation est maintenu". Les habitants pourront éventuellement rénover, mais avec la menace d'une possible expropriation de leurs immeubles.

Les questions sont donc de savoir quel délai leur sera octroyé pour faire appel au mécanisme de rénovation et pour la mener à bien. Pendant le traitement, l'analyse et la mise en oeuvre d'une demande de primes ou de permis, la menace d'une expropriation est-elle suspendue ? Quels dispositifs seront-ils mis en place pour informer les habitants et propriétaires ? À quel type de financement pourront-ils faire appel ?

S'agit-il de la même opération, à propos de

onteigenen, vervolgens het huizenblok af te breken en nieuwe gebouwen op te trekken, is het blijkbaar mogelijk om een aantal gebouwen te renoveren. De eigenaars kunnen daarvoor onder meer een beroep doen op renovatiepremies en het Woningfonds.

De beslissing is gebaseerd op een studie over de juridische en financiële mogelijkheden om een aantal gebouwen te renoveren.

Renovatie is een milieuvriendelijkere oplossing en valt ook vanuit stedenbouwkundig opzicht te verkiezen. Ook voor de Zuidwijk is het goed nieuws, want het dossier komt nu in een stroomversnelling. Kan de voornoemde studie ook dienen als argument om in andere gevallen voor renovatie te kiezen?

De bewoners kunnen hun woning eventueel renoveren, maar het onteigeningsplan wordt behouden. Tot wanneer kunnen zij een premie of vergunning aanvragen? Zal ondertussen de onteigening worden opgeschort? Op welke manier worden de huurders en eigenaars geïnformeerd? Op welke soort van financiering kunnen zij een beroep doen?

Maken de 80 tot 120 aangekondigde woningen deel uit van het huisvestingsplan? Zullen er daarvoor Belirisgelden worden gebruikt?

Volgens de pers zou er voor een deel van de huizen een beroep op het Woningfonds zijn gedaan. Gaat het om steun aan huurders of om leningen?

Welke huizen zullen precies worden bewaard? Gaat het om zware of lichte renovatiewerken? Wat bent u van plan met de Merodestraat?

laquelle j'avais interpellé votre collègue, Mme Dupuis, en commission du Logement, soit une opération de 80 à 120 logements annoncée dans le cadre du Plan logement ?

À l'époque se posait déjà la question de savoir si Beliris était partie prenante du financement de cette opération, à un titre ou à un autre. Mme Dupuis m'avait répondu que non : pas dans le Plan logement, mais peut-être dans des aspects qu'elle ne maîtrisait pas dans ce cadre, peut-être plus en amont (l'achat, la viabilité, la "viabilisation").

La presse de la semaine dernière faisait écho du fait que le Fonds du logement était sollicité, en tout ou en partie, à propos de ces immeubles. S'agit-il de son action dans le cadre de l'aide locative, ou de revente de ces immeubles, donc d'opérations de prêts plus habituelles au Fonds du logement ?

D'une manière générale, à part les immeubles qui seront quand même démolis - je suppose que vous nous l'expliquerez -, les autres immeubles subiront-ils une rénovation lourde ou légère ?

Une dernière question : puisque certains immeubles actuels de la rue de Mérode seront maintenus, pouvez-vous préciser leur emplacement et l'extension de cette rue qui fera l'objet d'une rénovation plutôt qu'une démolition-reconstruction ?

Discussion

M. le président.- La parole est à M. Picqué.

M. Charles Picqué, ministre-président.- Ce morceau de l'îlot A n'est, comme vous le savez, qu'une partie de l'opération qui se termine maintenant, après un délai trop long, je vous le concède.

Pourquoi changeons-nous maintenant notre fusil d'épaule ? Je vous en donne les raisons ; vous pourrez les mettre dans l'ordre de votre préférence. Par exemple, l'ARAU était très sensible au patrimoine architectural. Voilà un élément. Chacun a ses critères, dans une hiérarchie parfois

Bespreking

De voorzitter.- De heer Picqué heeft het woord.

De heer Charles Picqué, minister-president (*in het Frans*).- *Dit deel van blok A is slechts een deel van de operatie die nu afloopt. Ze heeft inderdaad te lang geduurd.*

Om verschillende redenen veranderen we het geweer van schouder. Het ARAU was bijvoorbeeld erg gevoelig voor het architecturale erfgoed. Ik begrijp dat niet iedereen dezelfde prioriteiten legt.

Bovendien kunnen we sneller werken als we kunnen beginnen bouwen of renoveren voor alle

différente ; je peux le comprendre.

Ensuite, nous irons plus vite, puisque nous ne devons pas attendre la fin de toutes les expropriations pour commencer à rénover ou construire. C'est fondamental ! Quand le Comité d'acquisition m'a dit le délai qu'il lui faudrait encore pour procéder à la fin des acquisitions, je me suis dit que, décemment, il fallait trouver une autre formule. Donc ne pas attendre d'avoir un terrain vague pour construire, mais commencer, puisqu'on est propriétaire, à construire ou à en rénover certaines parties.

Cela permet aussi aux propriétaires actuels de le rester et d'éventuellement solliciter pour eux les primes à la rénovation, ou d'autres aides sur lesquelles je reviendrai. Cela permet aussi de réaliser, dans l'îlot, une opération "tiroirs" pour les habitants : rénover quelques maisons et y loger ceux qui habitent dans celles qui vont être démolies.

Le désavantage, puisqu'il y en a aussi, c'est qu'il y aura moins de logements. Il en était prévu de 80 à 90 sur l'îlot A, et 30 autres qui sont en cours d'examen et d'étude. Mme Dupuis vous en parlera peut-être. La rénovation ne nous permettra pas d'atteindre le nombre de logements qu'on voulait ; on ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre.

On pourrait aussi toujours se dire - puisque j'ai vu les deux écoles s'exprimer - que la cohérence urbanistique eût été meilleure avec un gabarit un peu plus élevé. Certes, quand on va sur place, on trouve des maisons avec un gabarit élevé ; mais il faut des raccords entre la partie bureaux et la partie logements. Ces raccords feraient l'objet d'un plan logement. Il y avait auparavant entre les blocs une rue, la rue de Norvège. Nous aurions en plan logement, c'est-à-dire en constructions neuves, le 18 rue Claes et le raccord, le 13-15 rue de Suède et le raccord, et quelques parcelles dont l'école aux 91-95 rue de Mérode. Mme Dupuis vous en dira plus sur la manière de travailler.

Dans cette opération, l'ambiguïté a toujours été de savoir si les propriétaires étaient réellement attachés à leur quartier ou s'ils souhaitaient percevoir un maximum d'argent pour le quitter... Nous verrons quels propriétaires ont décidé de rester.

onteigeningen gebeurd zijn. Daarvoor is een andere formule nodig. Als we eigenaar zijn, kunnen we meteen beginnen te bouwen.

Op die manier kunnen ook de huidige eigenaars eventueel renovatiepremies aanvragen. Verder kunnen we de nieuwe woningen gebruiken om de bewoners te huisvesten van de volgende reeks huizen die we zullen neerslaan.

Het nadeel is dat er minder woningen zullen zijn. Er waren er 80 à 90 gepland in blok A en nog 30 andere werden bestudeerd. Dat aantal zullen we op deze manier niet halen.

Voorts zijn sommigen van mening dat de stedenbouwkundige samenhang erbij inboet. Er moet echter een verbinding zijn tussen de gedeelten met kantoren en de gedeelten met woningen. Vroeger lag de Noorwegenstraat tussen de blokken. Wij plannen nieuwe woningen aan de Claesstraat 18 met verbinding, Zwedenstraat 13-15 met verbinding en enkele percelen aan de de Mérodestraat 91-95.

Het is nooit erg duidelijk geweest of de eigenaars werkelijk aan hun wijk verknocht waren dan wel zoveel mogelijk geld wilden loskrijgen voor hun vertrek. We zullen wel zien welke eigenaars hebben beslist om te blijven.

Hoe dan ook moet het onteigeningsplan worden gehandhaafd en het BBP worden nageleefd. Een aanpassing van het BBP zou voor nog meer vertraging zorgen.

De groene ruimte middenin het huizenblok zal groter zijn dan bij het eerste project met enkel nieuwbouw.

Voor de huurders verandert er niets. Een vzw zal hen helpen om een nieuwe woning te zoeken, zodat niemand op straat komt te staan.

Beliris zal de gebouwen aankopen. Het huisvestingsplan zal drie projecten financieren, die mevrouw Dupuis zal toelichten. Voor de renovatie kan een beroep worden gedaan op het Woningfonds, de gewestelijke grondregie of de gemeentelijke grondregie, die hiervoor een deel van de stedenbouwkundige lasten kan gebruiken.

Quoi qu'il en soit, le plan d'expropriation doit être maintenu et nous devons veiller à ce que le PPA soit respecté. La modification de ce dernier retarderait encore le projet. Un grand espace vert sera donc aménagé à l'intérieur de l'îlot ; il sera plus important que celui prévu dans l'option exclusive de logements neufs.

La situation des locataires reste identique. Une asbl est chargée du relogement des habitants. Nous n'avons pas déploré, dans ce projet, de cas de familles jetées à la rue. Nous avons toujours tenté, soit de favoriser le départ par l'octroi de primes, soit de proposer de nouveaux logements, notamment publics.

Beliris intervient dans l'acquisition des immeubles. Le Plan logement prévoit trois opérations, que vous détaillera Mme Dupuis. Le Fonds du logement pourrait être intéressé par la rénovation d'immeubles. Tout dépendra de l'évaluation financière et, notamment, du coût lié aux expropriations.

(Mme Els Ampe, vice-présidente, prend place au fauteuil présidentiel)

Deux autres acteurs publics pourraient engager des actions de rénovation : la Régie foncière communale, qui pourrait y consacrer une part des charges d'urbanisme, et la Régie foncière régionale.

Chacun se voit donc assigner un rôle dans cette opération. Selon moi, la situation est désormais suffisamment claire. Au moins pouvons-nous fixer le début des travaux de construction et de rénovation, ce qui n'aurait pas été le cas si nous avions décidé de tout raser et reconstruire. En outre, quelques bâtiments offrant un intérêt architectural seront conservés.

La méthode de travail adoptée offre donc plus d'avantages que d'inconvénients, même si les logements seront moins nombreux que prévus initialement.

Mme la présidente.- La parole est à Mme Dupuis.

Mme Françoise Dupuis, secrétaire d'État.- J'aurai peu à ajouter. La question centrale relative

(Mevrouw Els Ampe, ondervoorzitter, treedt op als voorzitter)

De situatie is dus heel wat duidelijker geworden. Iedereen heeft een specifieke rol. Wij kunnen ook eindelijk de aanvangsdatum van de bouw- en renovatiewerken vastleggen. Bovendien wordt een aantal architecturaal interessante gebouwen behouden.

Deze werkwijze heeft dus meer voor- dan nadelen, zelf als er minder woningen komen dan oorspronkelijk gepland.

Mevrouw de voorzitter.- Mevrouw Dupuis heeft het woord.

Mevrouw Françoise Dupuis, staatssecretaris (in het Frans).- Het kernprobleem waren de

à l'accélération du dossier était celle du délai d'expropriation : en effet, des gens sur place avaient demandé des délais brefs, ce qui a finalement été fait, mais il faut arriver à les rencontrer, ce qui a causé des difficultés techniques posées par les évaluations, le Comité d'acquisition, etc. Nous nous sommes donc vus coincés par la réponse apportée à la demande des habitants.

Il est impossible à présent de changer son fusil d'épaule, mais on ne perdra pas énormément de logements. Tout dépend des choix des gens et de l'état des logements à rénover. L'intervention du Fonds du logement ne peut se faire sur n'importe quoi, dans n'importe quelles conditions. Les questions que vous avez posées n'ont pas encore été étudiées ; il conviendra de le faire.

(M. Jan Béghin, président, reprend place au fauteuil présidentiel)

C'était donc une simple piste pour indiquer que, outre les 40 logements construits dans le cadre du Plan logement, il en restera 80, sur lesquels je ne souhaite pas m'étendre aujourd'hui, car des procédures restent à achever. Assez vite après le lancement des schémas, d'autres logements publics seront mis sur le marché à cette occasion, suivant toutes les méthodes possibles et imaginables. Telle est l'idée.

Pour ma part, je trouve sympathique de créer un îlot vert plus grand au milieu, ce qui n'était pas noté au premier projet. Prions que plus rien ne vienne bloquer ce dossier relativement à l'accélération souhaitée par les uns et les autres pour terminer le quartier.

M. le président.- La parole est à M. Daems.

M. Alain Daems.- M. le ministre-président, vous avez dit que, quand on vous avait donné le délai prévu par le Comité d'acquisition pour la fin de toutes les procédures d'expropriation, vous aviez été saisi d'effroi et vous aviez pensé que cela faisait pencher la balance dans le sens de la rénovation. Pourriez-vous nous dire quel était ce délai ?

Mme Françoise Dupuis, secrétaire d'État.- Cela dépasse largement les six mois.

onteigeningstermijnen. De mensen vroegen, en kregen, korte termijnen, maar die zorgden voor technische moeilijkheden.

We kunnen de plannen nu niet meer veranderen, maar we zullen niet zoveel woningen verliezen. Veel hangt af van de keuzes van de eigenaars en van de toestand van de woningen. Het Huisvestingsfonds kan immers niet in alle omstandigheden optreden. De vragen die u stelt, zijn nog niet onderzocht.

(De heer Jan Béghin, voorzitter, neemt het voorzitterschap waar.)

Naast de 40 woningen in het kader van het Huisvestingsplan, zijn er nog 80 andere, waarover ik nu niet zal spreken, omdat de procedures nog lopen. Na de publicatie van de schema's zullen er nog meer openbare woningen op de markt komen, op alle mogelijke manieren.

Het nieuwe project bevat meer groen. Dat is goed. Ik hoop dat het dossier nu geen vertraging meer oploopt.

De voorzitter.- De heer Daems heeft het woord.

De heer Alain Daems *(in het Frans).*- *Welke termijn had het Aankoopcomité precies vastgelegd voor alle onteigeningsprocedures?*

Mevrouw Françoise Dupuis, staatssecretaris *(in het Frans).*- *Meer dan zes maanden.*

M. Charles Picqué, ministre-président.- Ce qui est écrit n'est pas très rassurant. Il s'agit d'abord d'exproprier les derniers immeubles de l'îlot C, où il y a aussi du logement. Pour la suite, il n'y a pas de date écrite. Oralement, par ailleurs, on m'a signifié que ce ne serait pas fini cette année, mais peut-être l'année prochaine.

Cela n'est plus possible. Nous en avons débattu ici, nous ne voulions plus que Bruxelles-Midi soit l'acquéreur. Le Comité d'acquisition est visiblement occupé par le RER et les expropriations y afférentes.

Mon souhait est d'avancer, qu'il y ait une vision du travail qui soit aujourd'hui annoncée par le pouvoir public. Nous avons dû nous montrer pragmatiques, afin de ne plus laisser les gens dans l'incertitude. Maintenant au moins on sait où l'on va, et beaucoup sont satisfaits de cette formule, pour l'une ou l'autre raison.

M. Alain Daems.- Je vous remercie d'avoir répondu à cette question précise. Il serait intéressant d'intégrer ce type de contrainte dans d'autres opérations, y compris par rapport aux problèmes du Comité d'acquisition.

M. Charles Picqué, ministre-président.- Cela, je peux vous dire que je l'ai intégré. Nous sommes une ville internationale. S'il faut cinq ans pour exproprier une parcelle, le PDI sera rebaptisé en Plan "différé" international.

M. Alain Daems.- Je suppose qu'une information spécifique sera adressée à ceux qui vont décider de rénover leur habitation, afin d'éviter qu'ils prennent trop de temps à se décider.

M. Charles Picqué, ministre-président.- Il faut leur demander s'ils ont un intérêt de principe à rester. S'il n'y a pas d'intérêt de principe, on ne va pas commencer à faire une étude de faisabilité concernant l'aide qu'on peut apporter. Peut-être que certains préféreront l'expropriation, parce qu'ils espèrent des valeurs parfois disproportionnées.

S'il y a un intérêt de principe pour rester propriétaire, nous soumettrons une proposition pour mener à bien une opération de rénovation. Il

De heer Charles Picqué, minister-president (in het Frans).- Eerst zullen de laatste gebouwen van huizenblok C worden onteigend. Voor de overige gebouwen staat er nog geen datum op papier. Men heeft mij evenwel mondeling bevestigd dat het vermoedelijk niet meer voor dit jaar zal zijn. Het Aankoopcomité is momenteel bezig met de onteigeningen voor het GEN.

Het verheugt mij niettemin dat de zaken vooruitgaan en dat er een einde komt aan de onzekerheid voor de bewoners.

De heer Alain Daems (in het Frans).- Het zou interessant zijn om ook bij andere projecten een termijn op te leggen.

De heer Charles Picqué, minister-president (in het Frans).- Dat doen wij ook. Wij zijn een internationale stad. Als wij vijf jaar nodig hebben om een perceel te onteigenen, kunnen wij het plan voor internationale ontwikkeling evengoed omdopen tot plan voor uitgestelde ontwikkeling.

De heer Alain Daems (in het Frans).- Ik veronderstel dat de eigenaars die hun woning wensen te renoveren, ertoe zullen worden aangezet om die beslissing niet te lang uit te stellen.

De heer Charles Picqué, minister-president (in het Frans).- Wij moeten weten of zij van plan zijn te blijven. Anders heeft het geen zin om na te gaan welke hulp wij hen kunnen verlenen. Sommige eigenaars verkiezen misschien een onteigening omdat ze hopen een groot bedrag te krijgen.

Als de eigenaars willen blijven, zullen wij hen een voorstel doen met betrekking tot de renovatie van hun pand. Er zijn meerdere formules mogelijk, waaronder de renovatiepremie. In dat geval moeten wij wel opletten met de stedenbouwkundige

existe plusieurs formules, dont les primes à la rénovation. Attention aux charges d'urbanisme dans ce cas-là, car il y a alors une privatisation de la charge d'urbanisme, ce qui n'est pas possible.

S'il n'y a qu'un propriétaire qui veut rester, ce n'est pas le même calcul que s'ils sont sept ou huit. Il est évident qu'on peut réaliser des économies d'échelle en matière de rénovation sur sept ou huit immeubles mais pas sur un. Le Comité d'acquisition a envoyé une lettre à tous les propriétaires, en disant qu'il est prêt à les exproprier.

L'expropriation restera la règle générale. C'est le maintien des gens dans leur statut de propriétaire qui pourrait constituer l'exception. Toutefois, je n'en sais rien. Nous verrons l'intérêt pour le principe qu'exprimeront les uns et les autres.

- *L'incident est clos.*

QUESTIONS ORALES

M. le président.- L'ordre du jour appelle les questions orales.

QUESTION ORALE DE MME ELS AMPE

À M. CHARLES PICQUÉ, MINISTRE-PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉ DES POUVOIRS LOCAUX, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DES MONUMENTS ET SITES, DE LA RÉNOVATION URBAINE, DU LOGEMENT, DE LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT,

ET À MME FRANÇOISE DUPUIS, SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉE DU

lasten, aangezien het niet mogelijk is om die te privatiseren.

De berekening hangt ook af van het aantal eigenaars dat blijft. De schaalvoordelen zijn groter bij de renovatie van zeven of acht gebouwen dan bij de renovatie van één gebouw.

Het Aankoopcomité heeft een brief naar alle eigenaars gestuurd met een voorstel tot onteigening.

Onteigening blijft de algemene regel. Een mogelijke uitzondering is dat mensen zelf eigenaar blijven. We zullen zien of daar belangstelling voor is.

- *Het incident is gesloten.*

MONDELINGE VRAGEN

De voorzitter.- Aan de orde zijn de mondelinge vragen.

MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW ELS AMPE

AAN DE HEER CHARLES PICQUÉ, MINISTER-PRESIDENT VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET PLAATSELIJKE BESTUREN, RUIMTELIJKE ORDENING, MONUMENTEN EN LANDSCHAPPEN, STADSVERNIEUWING, HUISVESTING, OPENBARE NETHEID EN ONTWIKKELINGS-SAMENWERKING,

EN AAN MEVROUW FRANÇOISE DUPUIS, STAATSSECRETARIS VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK